L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 18 OCTOBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours l'inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de n'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER. DISTRICT	J. B. PLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3ME. DISTRICT	T. LANDRY.
4ME. DISTRICT	A. MOUTON
5ME. DISTRICT	P. E. BOSSIER.

ASSEMBLEE VAN BURENISTE.

Les amis de MARTIN VAN BUREN sont respectueusement priés de se rendre à une assemblée publique qui aura lieu à la Salle de Bal de Davis, rue d'Orléans, Samedi 22 du courant, à 7 heures PM pour nommer des comités et prendre les arrangemens nécessaires avant la prochaine élection présidentielle.

J C De St. Romes,	Jerome Bayon,
Louis M Booth,	Robert J Ker,
Samuel Ker,	Charles Bayon,
J B Plauché,	H Petitpain,
Bernard Marigny,	E Planchard,
P F Smith,	Modeste Lefebvre,
S W Oakey,	C N Delery,
D C Ker,	F P Ducongé,
H B Cenas,	Alfred Hennen,
E A Canon,	James Rees,
Gustave Le Gardeur,	John J Ker,
W E Kennedy,	John Wilcox,
P J Tricou,	Jos H Caldwell,
Paul Bertus,	José Prats,
Gaston Bruslé,	Israel Ruiz del Hazo,
Louis Barbarin,	J B Lamothe,
R A Letebvre,	Harvey Norton,
G Montamat,	James Ross,
John Mullina,	Charles Dimond,
M McDougall,	U Wale,
J Berry,	Francis Bell,
E Johns,	Benjamin F West,
John Duncan,	S S Slack,
James McHenry,	P Summers,
Salvador Prats,	Erastus Wells,
J Lamothe,	Wm Barkley,
Jonathan Davis,	G W Bennett,
Francisco Tio,	J W Colling,
Gilbert Morris,	A C Hyde,
J J Hall,	Theodore Meeks,
J V Wale,	E Duncan,
Michael Kearney,	J S McFarlane,
Martin H Devereux,	Rop Tankasley,
J B Labatut,	P Ryan,
C G De Armas,	Charles Armstrong,
Hortaire Andry,	Daniel Murphy,
M S Cucullu,	Nicholas Hoey,
W Bogart,	J B Mullen,
J M Kennedy,	E Simson,
H Pedesclaux,	James Ross,
W F C Duplessis,	G G Steever,
J J Mercier,	Maunsel White,
Louis Allard,	H Locket.

Mr. GALIEN PREVAL sera soutenu par un grand nombre de votans du 4me. District, pour représenter ce district, en remplacement de Mr. U. Bouligny, démissionnaire.

"Le bateau à vapeur REVENUE, venant des Natchitoches s'est rencontré, à Barkees Settlement, dans un brouillard avec le steamboat NewtYork, parti de la Nouvelle-Orléans. Le Revenue a eu sa proue enfoncée, et a coulé sur le champ: le New-York a éprouvé beaucoup d'avaries, mais a continué sa route.

Le Revenue est entièrement perdu: il y avait à bord 15 balles de coton. Personne n'a péri.

Une lettre de Tampico adressée à une maison de commerce de notre ville annonce, comme positif, que les généraux Mora, Parres et Villa Urrutia devaient s'embarquer à Tampico par le paquebot du 8 septembre, pour se rendre à la Havane. Le but de ce voyage est attribué à une mesure purement diplomatique du Cabinet de Mexico. Ces trois officiers seraient envoyés à la cour de Madrid, pour entamner les négociations au sujet de la réciprocité de commerce entre les deux pays d'après les bases établis par le decret du 27 août dernier, qui ordonne une suspension d'hostilités avec la Péninsule et l'ouverture des ports Mexicains aux bâtimens de cette puissance.

Continuation des nouvelles apportées par l'Erie.

ESPAGNE—Les journaux et une lettre privée de Madrid, du 16 août contiennent, dit le Courier & Enquirer de N.-York du 1er. d'autres détails sur les événemens de l'Espagne, qui sont d'un grand intérêt quoique en partie anticipés par des dépêches télégraphiques.

La Gazette de Madrid publie un décret lancé à St. Ildefonse le 14, dansl equel les nominations suivantes sont faites provisoirement ; Don I. Landerosy Corchado ministre de la justice ; Don A. G. Camba, ministre de la guerre : Don M. Moreno, ministre de la marine et D. Mariano Egea, ministre des finances, durant l'absence de Don N. Ferrer. Par un autre décret la résolution de Don P. Goosens, secrétaire en second au ministère de la guerre, a été adoptée.

La "Revista" fournit de nouveaux renseignemens sur les événemens qui ont eu lieu à St. Ildefonse. Le 21 on avait représenté au théâtre du palais une pièce de comédie intitulée "un jour de révolution à Paris". La coïncidence du sujet avec ce qui se passait dans les provinces donna lieu à quelque excitation dans l'esprit public. Néanmoins, la plus grande partie de l'auditoire resta calme jusqu'à ce que les troupes provinciales casernées en dehors de la ville se fussent approchées des portes de Segovia en criant : "La constitution pour toujours". Les portes qui avaient été fermées furent enfoncées, et le bataillon se mit en marche pour se joindre au 4e. régiment de la garde en garnison dans les casernes de la Plaza de los Dolores ; et après leur jonction ils partirent ensemble pour le Palais-Royal, entonnant l'hymne de Riégo avec grand accompagnement d'orchestre. La nuit étant déjà très avancée il ne fut pas possible à la reine de se montrer au balcon ; mais une députation des bataillons se rendit à l'appartement de Sa Majesté pour lui faire part des desirs du peuple tels qu'ils avaient été manifestés dans plusieurs capitales des provinces. Aussitôt que la Reine eut annoncé qu'elle ne négligerait rien pour assurer le bonheur de la nation, on écrivit de suite sur de grandes feuilles de papier "vive longtems Isabelle II! Vive la constitution de 1812. Les affiches circulèrent dans les rangs où elles furent saluées par de vives et joyeuses acclamations. Les troupes se retirèrent à 2 heures du matin, et la constitution fut proclamée à 2 heures de l'après midi, le jour suivant. Les détails suivans sur les événemens qui ont eu lieu à Madrid, sont extraits de l'Espanol :

Le peuple de Madrid ayant vu avec indignation le désarmement injuste et arbitraire de la garde nationale, et ayant lu avec rage le décret rendu par le général Quesada, pour la suppression de ce corps, ne comptaient pour voir leurs justes domandes agréés, que sur la reine Christine, la mère de tous les vrais Espagnols. Dans la matinée du 13, l'étonnement fut général, en ne voyant pas arriver à l'heure habituelle le courrier de St. Ildefonse, ce qui donna lieu à une infinité de rapports et de conjectures ; mais la vérité fut bientôt connue, malgré les efforts de certains partis pour la tenir cachée. Toute la capitale apprit que l'immortelle Christine, à qui les representations énergiques d'une grande partie de l'Espagne avaient été pennes sous les couleurs les plus faibles, s'était rendue à la voix des braves qui avaient été chargés de la protéger à la Granja, et qu'elle avait solennellement proclamé la constitution de 1812. Toutes les lettres qui furent remises dans l'après midi confirmaient cette nouvelle : et malgré la présence de la force militaire ordonnée par le ministère, les patriotes se réjouirent par anticipation du triomphe certain de la liberté.

Cependant, les nombreuses patrouilles mises sur pied par les autorités et les rapports perfides que l'on fit circuler inspirèrent des soupçons contre elle. Le lendemain le mécontentement général ne connaissait plus de bornes lorsqu'on vit le général Quesada traverser les rues à la hâte, et traitant comme rebelles des hommes qui proclamaient avec enthousiasme cette constitution à laquelle la reine régente et les troupes de La Granja, avait prêté serment sur tous les points et particulièrement à la Puerta del sol. On voyait des groupes des citoyens fraterniser avec les soldats, les uns et les autres donner cours à l'indignation que leur inspirait le silence que gardaient les autorités civiles et militaires dans une occasion aussi importante. Quelle misère n'a pas produit l'obstination du ministère ! dit la feuille que nous citons, quel sang précieux ne nous a-t-il pas coûté ! Les noms de Goldoni et de Calvet nous rappelleront avec horreur le dernier jour du ministère déchu. Le brave Goldoni, chef des gardes nationales à cheval, ayant mis son uniforme, se trouvait sur la plaza de la Cabada, quand Don N. Calvet arrivant avec quelques hommes de régiment de la reine, attaqua les gardes nationaux qui se défendirent et battirent les troupes ; celles-ci eurent quatre hommes de blessés, ainsi que leur chef Calvet. Goldoni fut aussi blessé mais légèrement. La nouvelle de cette échauffourée se répandit comme l'éclair ; elle exaspéra la populace contre les ministres, qui avaient ordonné aux troupes d'agir d'une manière si contraire à leurs vrais sentimens. Dans le commencement de la matinée elles avaient manifesté de la répugnance à tirer sur le peuple, et elles avaient proclamé la constitution de 1812, malgré l'ordre formel du général Quesada, qui traversait les rues avec son escorte, au milieu de l'exécration universelle, et d'une grêle de pierres et même de balles qui lui furent tirées et surquelles il échappa. Dans la nuit, des placards furent affichés sur tous les points ; on annonçait une vengeance pour toute tentative de révolte, et l'on craignait qu'il n'y eut encore du sang de versé le landomain ; mais heureusement l'auguste Christine mit fin à cet état d'anxiété. La joie se répandit sur toutes les figures et le peuple put respirer librement après trois mois d'oppression et de tyrannie.

Hier, à 4 heures de l'après midi, la constitution de 1812 a été proclamée avec toute la solennité possible, au bruit des acclamations d'un concours immense du peuple. Cent hommes de gardes nationales à cheval offrirent leurs services dans cette occasion glorieuse, et il y a eu fraternité complète entre les troupes de la garnison et les gardes nationaux. Le capitaine Don R G Garrasco, des gardes nationales à cheval, est parti ce soir pour San Ildefonso, pour escorter la Reine jusqu'à Madrid—Don J S Pino est aussi parti pour San Ildefonse.

Une sorte d'alarme générale s'est répandue hier au soir dans tous les cercles commerciaux et politiques de la Nouvelle-Orléans. Quelle en était la cause ?—L'arrivée subite du cholera ?—Non. Le renversement de notre gouvernement ?—Non.—Le feu aux quatre coins de la ville ?—Non.—Une crevasse du fleuve et la perte d'une grande partie de la récolte des habitans ? La déconfiture de nos principales maisons de commerce enfin ?—Non, non et mille fois non. L'état sanitaire de notre ville est des meilleurs ; notre gouvernement est assis sur des bases que rien ne saurait ébranler ; pas la moindre apparence d'incendie, à l'exception de quelques coups de cloche donnés dans la journée de Dimanche dernier et qui n'avaient pour but que d'annoncer aux timides et curieux habitans des trois municipalités, que dans quelque part de la rue du Quartier il se trouvait une vieille mesure presque en ruine et une cheminée tapissée de suie qu'une étincelle avait mise en combustion—Le fleuve est à'sept ou dix pieds plus ou moins au dessous du niveau du sol—Nos négocians sont tous au devant de leurs affaires : vous voyez donc que rien ne justifiait cette panique—Mais qu'y avait-il donc ; et quel ressort caché a pu faire mouvoir si promptement et si spontanément cette masse de flaneurs, de cananiers, de marchands, d'agens de change, de banquiers, de capitalistes, de journalistes et de badauds enfin pour faire usage de la seule expression convenable ?—Rien qu'une misère : une mystification réservée à nos crédules concitoyens, par une feuille semi politique et semi bamboche établie dans les environs de la grande capitale des Etats-Unis. Voici donc de quoi il s'agissait :

L'Metropolitan de Georgetown, district de Columbia, dans son numéro du 3 du courant a annoncé, du moins c'est ce que l'on nous a rapporté, l'arrivée à New-York du paquebot Sully, parti du Havre le 3 septembre et apportant la nouvelle que le Roi des Français avait été définitivement la victime d'un assassin. Il aurait péri à Versailles dans les derniers jours d'août d'un coup de feu qui lui fut laché à bout portant, la balle lui ayant fracassé le bras droit, et traversé le corps de part en part. Une colonne et demie du journal fut consacrée à la relation de ce déplorable événement.

La foule se pressait à la Bourse pour entendre le récit que l'on faisait de cette catastrophe. Les nouvelles saisirent la balle au bond. Ils se mirent de suite en mouvement—chacun court de son côté. Le Merchant's Exchange, le café de l'Arcade, Bishop's et Armstrong's hotels, le café de Power, celui du rail-road Pontchartrain, tous sont passés en revue, de sorte qu'à huit heures du soir il n'y avait pas un individu en ville qui n'eut connaissance et du fait tel qu'il était rapporté par le Metropolitan et des nombreux commentaires, ornemens, broderies et amplifications de ceux qui le faisaient transpirer dans le public.

Les presses locales furent assaillies par une foule de curieux de tout âge et de toutes les classes. Où est la gazette qui contient les détails de l'assassinat de Louis Philippe ?—Quoi ! Louis est mort ?—Par Dieu oui ! et que le ciel reçoive son ame royale en paix :—Mais comment savez-vous cela ? Par une feuille que fournit le courrier d'aujourd'hui—D'où ?—Nous n'en savons rien, mais ce qu'il y a de positif c'est que la gazette est en ville, le Courrier de la Louisiane a *chat en poche*, nous voulons dire le journal en question, et il se dispose à consacrer les deux tiers de sa feuille d'aujourd'hui à donner le récit de la catastrophe et les commentaires qu'elle lui inspirera.

Cette nouvelle était trop importante pour que nous ne nous missions point en quatre afin d'en remonter à la source. Nous apprimes donc après bien des démarches, des peines et des importunités, les détails que nous avons donnés dans le second paragraphe de cet article.

Maintenant il nous reste à rassurer les esprits, en démontrant au public la fausseté de cette nouvelle. 1o. Le Sully est parti du Havre le 9 aout dernier : il est arrivé à New-York il y a environ trois semaines. 2o. et enfin nous avons des dates par le courrier d'hier de Philadelphie du 3, de New York du 2, de Washington du 4, elles n'annoncent aucun nouvel arrivage depuis l'Erie. Comment donc le Metropolitan du 3 a-t-il pu avoir, lui seul, connaissance du fait qu'il a rapporté. Ce sera sans doute par un ballon, ou par un pigeon-messager parti du Havre tout exprès pour lui annoncer la nouvelle.

La mystification est néanmoins délicieuse, mais toutefois pour les badauds. Cela leur apprendra à être plus incrédules.

CONGRES GENERAL DE MEXICO.
SEANCE du 27 août 1836.

Débats sur la question de suspendre les hostilités avec l'Espagne et d'ouvrir les ports de la république au commerce de cette nation sur des bases de réciprocité.

La commission sur les affaires de l'intérieur soumet le rapport suivant :

"L'utilité, la justice et la politique de la proposition faite par l'honorable Guadalupe Victoria d'admettre les bâtimens portant le pavillon espagnol dans les ports de la république sont tellement incontestables que la commission croirait insulter aux lumières profondes et aux patriotiques sentimens du Congrès général en essayant à démontrer la vérité de ces trois circonstances. Néanmoins, pour remplir consciencieusement son mandat, elle croit devoir entrer dans quelques détails qu'elle s'efforcera pour le moment de tracer aussi succintement que possible, quitte à elle lorsqu'arrivera la discussion de leur donner plus d'étendue, suivant que la nécessité l'exigera. D'ailleurs, la célérité qu'elle a mise à préparer son rapport ne lui a pas permis de s'étendre davantage.

"Le point d'utilité de la proposition n'est que trop évident : une nation qui, pendant trois siècles, fut la maîtresse de notre sol, qui a créé nos habitudes, qui parle le même idiôme et qui professe la même religion que nous, a dû nécessairement laisser dans le pays des impressions très profondes, que des momens d'irréflexion, un excès de zèle patriotique, provoqué peut-être par nos propres ennemis dans l'intention de nous tromper, ne sauraient facilement effacer ; mais du moment que la cause qui semblait étouffer nos sympathies mutuelles, et nous mettre en opposition avec la mère patrie a cessé d'exister, l'expérience doit nous indiquer quel système il nous faut adopter. Ainsi la justice de notre cause ayant été reconnue par un des actes les plus solennels de la reine d'Espagne, acte qui disait aux Cortès dans les termes les plus sincères et les plus honorables pour nous que "le jour était arrivé où il fallait mettre un terme à nos différends", il y aurait une singulière contradiction de notre part à ne point accepter le mérite de cette déclaration.

Ces habitudes ont créé des besoins positifs que l'on ne peut remplacer qu'avec difficulté : ainsi avons nous vu pendant l'espace de quinze années l'introduction des marchandises anglaises, nonobstant notre guerre avec la Péninsule, s'élever à un chiffre tellement grand qu'il suffit de le comparer avec les importations précédentes pour se faire une idée de son étendue. On ne peut nier le préjudice que la république a souffert par de semblables introductions sur des bâtimens français, anglais et américains ; nous avons perdu le gain que retirent ces nations comme intermédiaires commerciaux entre l'Espagne et nous. Tous ceux qui sont allés à Gibraltar, Bordeaux, la N. Orléans et dans d'autres endroits peuvent se convaincre de cette vérité : il en est résulté donc que dans cette guerre purement nominale le Mexique a été le seul perdant, puisque le commerce espagnol, quoique d'une utilité minime, nous a envoyé ses produits, et que nous, à notre tour, nous sommes obligés à les payer à des prix très élevés.

En outre des avantages ci-dessus mentionnés, il est un autre objet de haute considération dont la commission croit devoir vous entretenir : c'est l'essor que commencera à prendre notre agriculture par l'exportation qui se fera de nos farines à la Havane, où, malgré la concurrence avec le nord, elles ont été préférées et se sont vendues à un meilleur prix. Cette mesure vivifierait donc le commerce de grains de l'intérieur et occasionnerait une augmentation dans notre marine marchande qui prospérerait proportionnellement avec les spéculations et l'établissement de nouveaux marchés à l'intérieur, et qui donnerait également naissance à une école pratique pour notre marine de guerre.

Notre état de guerre avec les colons du Texas exige aujourd'hui que nous ayons des troupes, des armes et des vivres, et que pour l'honneur du pavillon mexicain, nous arrêtions les actes de piraterie de ces rebelles ; toute force maritime calculée de manière à les réprimer augmentera donc notre respectabilité et nous procurera un avantage positif. Les colons eurent l'imprudence d'insulter la bannière espagnole ; ils commirent des actes atroces de piraterie sur quatre bâtimens ; mais bientôt il paieront cher leur audace et recevront le châtiment qu'ils ont encouru. La commission ne doute pas que le commerce de la Havane pour se garantir contre de tels attentats n'arme une flotte pour escorter ses navires marchands, et dans ce cas il sera difficile aux insurgés de triompher.

Si la mesure que recommande la proposition est utile, elle est également juste. L'Espagne après avoir été officiellement informée du décret du congrès mexicain du 11 mai 1835, a reçu notre ministre plénipotentiaire avec tous les honneurs et toutes les distinctions que réclamait sa haute mission : elle a ouvert la négociation et aujourd'hui les choses en sont tellement avancées et les bases du traité si solidement établies que ce serait un événement extraordinaire si l'échange n'était pas ratifié. En effet, le cabinet de Madrid convaincu qu'il ne devrait exiger aucune indemnité du Mexique, ni aucune autre concession, tant qu'il était par des motifs de justice et de haute politique, reconnu toute la dette nationale. Il ne peut donc plus exister de cause de différends, dès que les difficultés premières ne sont trouvées applanies sans qu'il en coutât rien à l'honneur de cette contrée et au caractère soutenu de ses enfans. Ces raisons sont solides et les faits nous en offrent la preuve manifeste. La Reine régente décréta le 24 juillet 1834 que l'on admettrait dans tous les ports espagnols le pavillon des nouvelles républiques américaines sans condition aucune ; cette mesure, de quelque manière qu'on veuille la considérer témoigne de la bonne disposition de ce cabinet à entrer en transaction.

Il conviendrait à la commission de noter les termes dans lesquels le décret de Sa Majesté la Reine est conçu : "aucun obstacle ne sera mis par les autorités des ports espagnols à l'entrée des navires qui se présenteront portant pavillon d'aucune des nouvelles républiques de l'Amérique, en attendant que les Cortès d'Espagne aient déterminé le mode d'établir des relations d'amitié, en prenant pour base la reconnaissance de leur indépendance." Et serait il juste, lorsque l'Espagne, notre ancienne métropole ayant à se plaindre justement ou injustement de nous, consent à abjurer tout sentiment d'inimitié, et à asseoir les bases de sa conduite sur la justice et la saine politique, que nous missions, nous, des obstacles à son désir manifesté de nous donner le baiser fraternel ? Que l'on ne dise pas qu'en ouvrant temporairement nos ports au commerce espagnol ce serait affaiblir les ressorts du traité! L'opinion de la commission est que cela donnera au contraire un meilleur aspect à la question ; car entr'autres raisons il n'est que trop évident que les Espagnols délicats par caractère sur le point d'honneur ne voudraient pas subir l'humiliation de jouer le dernier rôle dans un pays qui s'est trouvé sous leur domination. Tout retard qui serait apporté à l'adoption de la proposition serait autant de portes ouvertes à une rupture totale ou bien à la discontinuation des procédures entamées, puisque dans l'intervalle, les Espagnols habitant le Mexique n'y obtiendraient que les garanties d'homme tandis que les autres étrangers auraient celle de leurs Ministres et de leurs Consuls.

La politique réclame également cette mesure, et dans notre situation actuelle ce serait renier les principes les plus sains que de ne pas sentir tous les avantages d'une relation commerciale avec l'Espagne. Si nous nous y refusions, n'aurait-on pas le droit d'attribuer notre opposition à un point d'honneur si exagéré et imprudent qu'il se confondrait avec le fanatisme politique.

La commission peut affirmer : que si l'adoption de cette mesure pouvait compromettre l'honneur national, elle n'eut pas admis la proposition ; mais quand l'Espagne a pris l'initiative dans les négociations ; quand nous la voyons donner des preuves sincères qu'elle veut renoncer à ses anciennes prétentions, notre obstination serait impolitique en laissant passer une occasion si favorable et qui pourrait bien ne jamais revenir tant est variable le système de politique qui dirige aujourd'hui les gouvernemens européens, amis de l'Espagne ; et alors nous donnerions sujet à nos ennemis de profiter d'une semblable conjoncture pour nous causer des préjudices irréparables. D'après cet exposé et les autres détails qui seront donnés dans le cours de la discussion la commission est d'avis que le Congrès doit approuver la mesure proposée par le membre Victoria, avec quelques modifications cependant, de manière à ce que le gouvernement, habile à agir, puisse remplir le but que l'auteur s'est proposé.

La clause restrictive de n'admettre seulement que les batimens qui viennent des Antilles ou des îles Philippines doit être supprimée parce que ce serait imposer une obligation onéreuse aux bâtimens qui jouent en droite ligne des ports de la Péninsule. Les deux choses l'une, ou cette restriction excitera à la fraude, ou bien elle occasionnera un tort considérable au commerce direct d'Espagne, sans qu'il en résulte le moindre avantage à la république.

L'autorisation que l'on concède au gouvernement est inutile, ou du moins paraît tel aux membres de la Commission, car en vertu de l'art. 5 du chap. 1er. et l'art. 1er. du chap. 4 de la loi sur les tarifs, promulguée le 15 décembre 1821 et qui est encore en vigueur pour ce qui a rapport au commerce libre, il suffit seulement que le corps législatif fasse disparaître l'empêchement qui frappe la nation espagnole par la déclaration de guerre pour que les navires de cette puissance arrivent dans nos ports sur le même pied que ceux des autres puissances de l'Europe. Cet obstacle peut être levé de la manière que l'indique la commission, quoique dans son opinion il croie fermement que du moment où le gouvernement espagnol a reçu l'ambassadeur mexicain, l'obstacle a disparu et les négociations ont été ouvertes sur les mêmes bases qu'établit maintenant le congrès de Mexico.

En outre, le décret étant conçu dans les termes qu'indique la proposition, il resterait au gouvernement moins de facilité d'agir dans beaucoup de cas qui peuvent arriver et dans lesquels en établissant une base fixe, il résulterait de grands avantages, puisque l'on n'aurait plus besoin de l'intervention du corps législatif. Nos lois communes et les privilèges que donne la constitution à l'exécutif d'agir avec une liberté légale suffiraient donc au gouvernement pour tirer profit de toutes les circonstances qui se présenteraient. La commission croit devoir terminer ses remarques et soumettre à la délibération du Congrès la proposition suivante :"

"Jusqu'à ce que les négociations pendantes avec Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne aient été définitivement réglées, les hostilités avec cette puissance seront suspendues, le gouvernement pouvant diriger ses opérations commerciales sans entrepasser les bases de réciprocité." (A continuer.)

ACADEMIE DES SCIENCES.
Séance du 8 Août.

M. le docteur Béniqué ancien élève de l'école Polytechnique lit un mémoire sur la destruction de la pierre dans la vessie ; dans ce travail l'auteur s'est proposé de régulariser l'action du marteau à l'aide duquel on détruit la pierre dans la vessie, de faire disparaître de cette operation des inconvéniens graves qui lui ont été reprochés à juste titre, de multiplier le nombre des cas auxquels elle est applicable, de la rendre plus rapide, enfin de la répandre de plus en plus, en la mettant à la portée de quiconque sait introduire une sonde dans la vessie.

L'une des objections les plus sérieuses que l'on fasse à la lithotritie est tirée du danger de briser les instrumens dans la vessie.

Afin de prévenir cet accident, M. Béniqué substitue à l'action de la main, pour frapper avec le marteau, une force que l'on peut modérer avec précision, un long ressort de pendule enfermé dans un barillet ; un dynamomètre permet d'apprécier avec exactitude la valeur des coups frappés.

En analysant les différens phénomènes qui accompagnent le choc d'un marteau sur un corps, l'auteur tire cette conséquence que le meilleur mode pour frapper est celui qui, pour chaque degré du dynamomètre, produit dans le calcul vésical, le plus grand nombre de vibrations. Le nombre des vibrations est proportionné à la rapidité avec laquelle les coups se succèdent ; c'est pourquoi M. Béniqué, dan son nouvel instrument, met le ressort en jeu au moyen d'une manivelle. A chaque tour qu'elle fait, le marteau frappe deux coups ; on peut donc les précipiter à volonté.

Les avantages suivants semblent devoir résulter de ce procédé.

1° Avant d'opérer avec un instrument d'un diamètre donné, on déterminera par le dynamomètre la limite que ne doit pas dépasser la force du marteau : si l'on approche de cette limite sans que le calcul cède, on arrêtera l'opération. Le danger de briser les instrumens devient donc infiniment petit, pour ne pas dire nul.

2° Le chirurgien n'ayant plus à donner les coups de marteau, il n'y a plus d'hésitation de perte de temps pour les ajuster ; l'opération est donc plus rapide, non seulement parceque les coups se succèdent plus promptement, mais aussi parce qu'ils ne perdent rien de leur force, tombant tous d'aplomb.

Un marteau pèse trois onces, il a onze lignes de diamètre à sa base ; le coup marque vingt-deux livres au dynamomètre ; si le marteau est dévié, si le côté du cercle et non le centre frappe sur le dynamomètre, il y a perte de dix livres. Cette perte est beaucoup plus grande, si le manche du marteau peut tourner sur son axe comme lorsqu'il est tenu dans la main.

3° Puisque la rapidité des coups contribue puissamment à la destruction de la pierre, il est évident que par le procédé ci-dessus, on fixera des calculs qui résisteraient à la percussion manuelle ; M. Béniqué brise de la pierre de volvic avec un de ses instrumens de trois lignes et demie.

4° Enfin sa pratique de l'opération devient plus facile, puisqu'elle se réduit à reconnaître et saisir la pierre.

M. Doussy lit un mémoire sur l'influence qu'exerce la pression atmosphérique sur le niveau moyen de la mer. L'auteur est arrivé par ses recherches à la conclusion suivante : Quelle que soit la force et la direction du vent, le niveau moyen ne baisse quand le baromètre monte, et monte quand le mercure descent dans le baromètre ; il suivrait de là, comme on voit, que le poids de l'air à la surface des mers, serait la principale cause de la hauteur moyenne des eaux.

M. Peltier communique le résultat de ses expériences sur l'électricité atmosphérique. L'année dernière, presque tous les nuages étaient chargés d'électricité, et cette électricité était le plus ordinairement positive ; de ces années, au contraire, le plus grand nombre des nuages est dénué d'électricité appréciable, et lorsqu'ils sont électriques, ils possèdent le fluide négalif. M. Peltier ne croit pas qu'il soit possible de résoudre la difficulté que présente cette différence, ni d'autres questions intéressantes relatives à l'électricité atmosphérique, tant que des observateurs placés, à différentes hauteurs ne s'entendront pas pour expérimenter en même temps sur les différentes couches de nuages.

M. Gourjon, bien connu pour la construction de ses galvanomètres si parfaits, annonce une expérience relative à ces instrumens ; lorsqu'ils viennent d'être construits, que le fil métallique est fraichement enduit de vernis à la gomme laque, l'aiguille aimantée placée dans l'appareil, se dévie de manière à se mettre en croix avec les fils, mais seulement lorsque les deux extrémités du galvanomètre sont séparées ; l'effet cesse aussitôt que l'on réunit les deux fils termineaux. M. Peltier attribue ce phenomène au courant qui s'établit dans l'instrument par l'action chimique de l'eau contenue dans le vernis, sur le métal des fils.

M. Aug. Laurent, ayant attentivement observé la forme d'une goutte d'eau que l'on projette dans un creuset rougi à blanc, et qui ne s'évapore que lentement comme on sait, a trouvé cette goutte d'eau demeuré entourée toujours un nombre pair de dentelures ; il y en avait quatre, six, huit, ou dix, mais jamais un nombre impair.

M. Vicat annonce qu'en revêtant intérieurement les tuyaux de fonte d'un aiduit de chaux hydraulique, on s'oppose complètement à la formation des tubercules que l'on a signalés dans les conduits d'eau de Grenoble, et qui ont retréci le diamètre de ces tuyaux d'une manière inquiétante pour le service des eaux.

M. Arago communique une lettre dans laquelle un anglais lui apprend qu'en lisant l'histoire des croisades de Wilken il a remarqué qu'en l'an 1095, aux mois d'avril et de Novembre, il a été signalé une véritable pluie d'étoiles filantes aussi pressées que la grêle ; cette observation est la frappante pour l'histoire de ces météores, que lorsque M. Arago a particulièrement attiré l'attention dans ce dernier temps.

Un habile horloger de Bockholm, M. Jurgbensen, vient d'imaginer un instrument des plus ingénieux qui donne la température moyenne des 24 heures, sans qu'il soit nécessaire de faire une série d'observations successives pendant cet espace de temps.

150 Caisses Chandelles de suif, en magasin et à vendre par
WM. G. HEWES & Co,
17 oct 34, rue Poydras.

(Communiqué.)

De tems les nombreux faubourgs dont le centre de la ville se trouve environné, il n'en est pas de plus propre et d'plus susceptible d'améliorations que le faubourg Franklin, lequel par sa situation avantageuse, ne peut manquer d'être visité par le foyer d'une nombreuse population ; pour mieux s'en assurer, il suffit d'énumérer sa position territoriale, borné par la belle promenade des Bons Enfans où va s'établir le chemin à coulisses de la Terre aux Bœufs, par les Champs Elysées, par l'Avenue Lafayette et le Chemin de Gentilly, place entre le nouveau faubourg Marigny et Washington ; le faubourg Franklin peut à juste titre être désigné après un examen sévère comme un ne peut plus favorable aux améliorations de tous les genres.

En 1827, la Législature de l'Etat accorda à Messrs. Hopkins, Milne et Morse, une charte, leur donnant le pouvoir de faire un chemin à coquilles partant du faubourg Franklin passant à travers le chemin de Gentilly, et s'étendant jusqu'au lac ; mais le peu de population et peut être le peu d'énergie de cette partie de la ville fit échouer ce projet.

Depuis cependant (c'est avec le plus grand plaisir que nous en parlons), quelques citoyens entreprenants à la tete desquels nous pourrons citer Messieurs Hopkins, président de la Banque des Artisans, et B. Beauregard marshall de la cité, viennent de prendre des mesures pour remettre cette entreprise en exécution, et n'attendent pour commencer leurs travaux, que l'ascentement de la Législature, afin de pouvoir en toute sûreté être substitué à ceux à qui la charte fut accordée en premier lieu.

Ce chemin en coquilles devra passer sur l'avenue Washington. Quels avantages immenses va rapporter une telle route aux habitans de ce faubourg. Tout le commerce du chemin de Gentilly va maintenant prendre un autre cours ; en effet, au lieu de suivre ces chemins détournés alongeant d'une bonne lieue, les habitans pourront par ce moyen se rendre en ville dans quelques minutes. Les habitations augmenteront de valeur, et les maisons de plaisance s'établiront nous n'en doutons nullement, en grand nombre sur les bords de cette belle Avenue Washington, qui sera avant longtemps, nous osons l'espérer, une des promenades les plus agréables et fashionables de la Nouvelle-Orléans. Nous nous proposons de revenir sur ce sujet avant peu.

FRANKLIN.

DERNIERES DATES.

Boston	29 sept	Vera Cruz	1 sept
New York	1 oct	Mexico	7 sept
Philadelphie	3 oct	Londres	24 août
Baltimore	1 oct	Liverpool	25 août
Washington	4 oct	Paris	24 août
Charleston	6 oct	Havre	24 août
Havane	1 oct	Bordeaux	14 août

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 17 OCTOBRE.

VENTES DE COTON.

1153 balles	Mississipi & Louisiane	17
689 "	do	17½
489 "	do	17½
71 "	do	14½
434 "	do les prix inconnus,	
13 "	Tennessee, vieux	13
2848		

HAVRE, 24 août 1836.

COTON.—Notre marché a continué pendant toute la semaine passée être très animé ; quoique les demandes ne soient pas si actives elles sont du moins régulières. Les prix sont fermes pour toutes les descriptions ; les qualités fines, en conséquence de la grande rareté ont éprouvé une hausse ; 177 1-2 ont été payés pour les Louisiane de choix ; 170 pour les Mobile, ce qui, l'un dans l'autre demeurent entièrement sur le même pied que les meilleures Louisiane. Si ce n'était pas la rareté du numéraire dans notre marché, aussi bien que la grande quantité de coton vendue pour la consommation les affaires seraient plus actives. Les nouvelles de Liverpool ainsi que celles de chez vous, sont favorables à cet article. Notre approvisionnement est de 53,000, contre 69,000 balles l'année dernière.

PHILADELPHIE, 1er. Octobre

VENTES D'ACTIONS.

50 actions	Banque des Etats-Unis,	119½
50 "	do do	119

NEW YORK, 1er. Octobre.

REMARQUES.—Depuis nos derniers avis, nous n'avons reçu des nouvelles que d'un jour plus récent d'Europe ; en conséquence nous n'y ren dirons d'important de l'étranger. Les nouvelles de l'intérieur sont sans intérêt—la ville a été très tranquille ; rien qui put occasionner de l'excitation, si ce n'est l'arrivée du général Harrison, qui a engagé toute l'attention et l'enthousiasme d'un parti, tandis que l'autre est resté spectateur silencieux. Il règne une grande activité dans notre ville—les hôtels ne peuvent suffire aux arrivans, et les quais sont encombrés de navires.

Affaires d'automne. Il s'expédié une quantité immense de marchandises pour les pays de l'Ouest ; les bateaux du canal et de la ligne en sont pleins ; nous nous trouvons maintenant dans une saison de grande activité ; toutes les branches de commerce prospèrent au delà de toute mesure.

Potasse et Perlasse—Il y a eu une hausse de 25 cents dans ces deux articles depuis nos derniers avis. L'approvisionnement dans le marché est généralement peu considérable, et la plus grande partie de ce qui a été offert a été accaparé à 97 25 la potasse et 8 25 la perlasse ; cette hausse a probablement été occasionné par une amélioration dans le marché du Havre.

Charbon—Les prix se maintiennent si haut, qu'ils offrent de grands avantages à en importer en grande quantité ; presque toutes les qualités de charbon dur se vendent à 9 10 ; le Liverpool de 12 à 13, et le Sydney et Bridgeport de 9 à 10.

Café—La grande vente de 4000 sacs a été essayé à l'encan, mais la qualité en était inférieure, et il s'est manifesté peu d'activité, presque le tout a été retiré.

Toile d'emballage—Une partie de chanvre a été vendue à 19 cents, et 300 pa de qualité supérieure à l'encan de 12 1-2 à 16½ cents.

Coton—Le marché a été plus actif depuis nos derniers avis du 23 courant, et il s'est fait assez d'affaires, principalement dans les qualités in